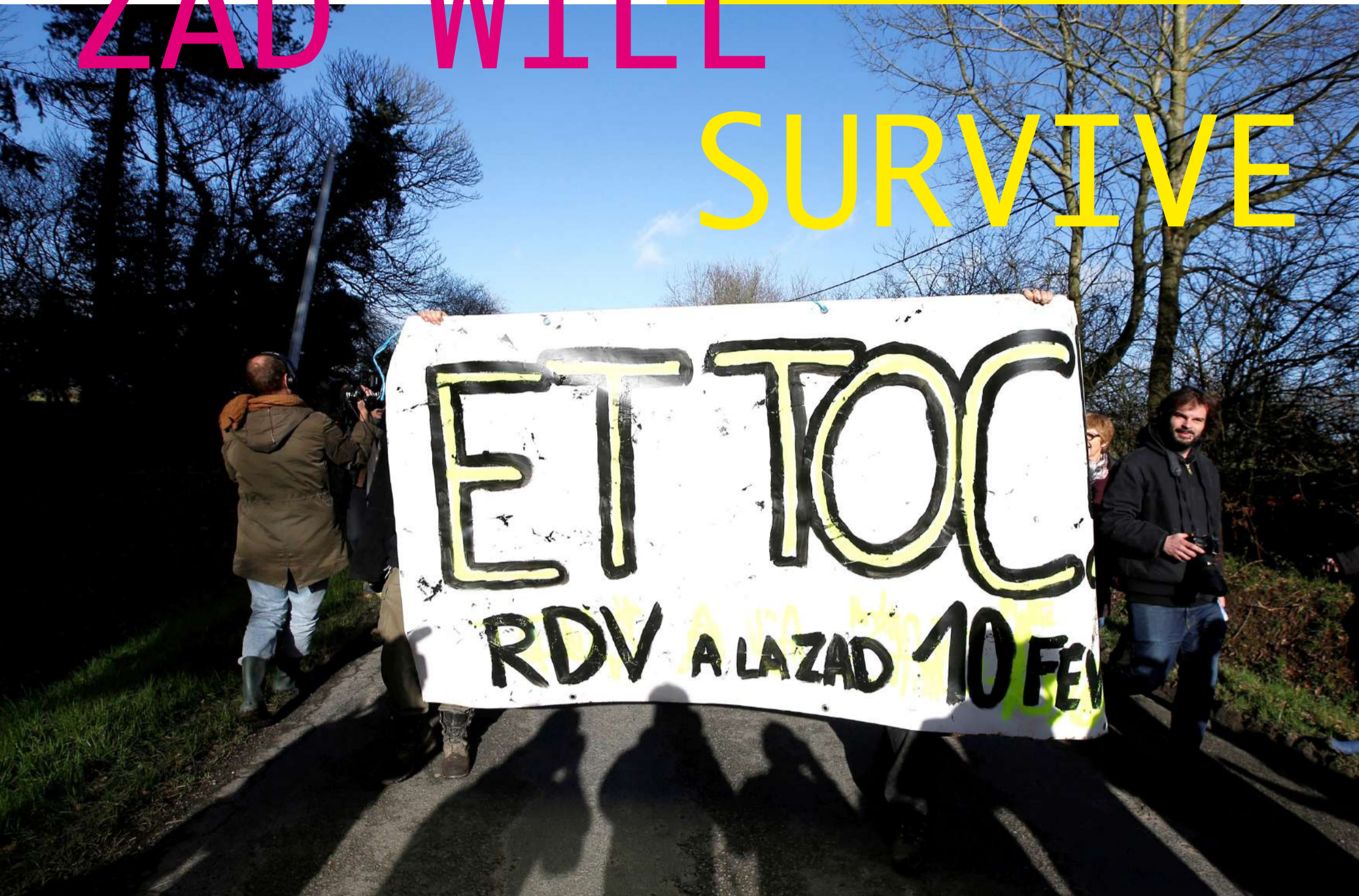


# ZAD WILL SURVIVE



Ne pas laisser la victoire...



« Il n'y aura pas d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes », disions-nous souvent, pour démontrer notre entêtement, pour en faire une prophétie. Le 17 janvier, cet énoncé a été inscrit en lettres capitales dans un pays entier. C'est maintenant une phrase toute bête, mais qui signe un fait historique d'une ampleur inégalée ces 40 dernières années : la première grande victoire politique de toute une génération. Il aura fallu remonter à la lutte des paysans du Larzac pour lui trouver un équivalent, tant notre présent en est avare. Et c'est un mauvais comparant, puisqu'ici, c'est contre une succession de gouvernements hostiles que nous l'avons emporté, sans qu'aucun candidat n'inscrive l'abandon dans son programme. Sans excès de pacifisme, également, ce que n'ont pas manqué de souligner les chroniqueurs s'en référant au statut emblématique de zone de « non-droit » de la zad et à sa défense acharnée en 2012. Il serait erroné de croire que seules les pierres et les barricades ont permis de gagner. Pourtant c'est bien leur usage qui a rendu la décision d'abandon à la fois aussi impérieuse et aussi dure à avaler pour Macron. « Céder la zad aux radicaux », voilà ce que les éditorialistes ont reproché au Président, occultant le fait qu'un mouvement de lutte dans son entier ait bataillé un demi-siècle durant en usant de toutes les formes de résistance légales ou illégales. Pour éviter l'humiliation, l'État a donc monté une pièce de théâtre un peu branlante : une médiation, d'abord, puis une foule de réunions avec les élus locaux, et enfin le mime d'une expulsion avortée, pour faire oublier ses menaces, ses renoncements, ses reniements, pour étouffer le « oui » vainqueur à la consultation de 2016, bref le caractère scandaleux d'une telle déculottée. Malgré tous ces efforts, la victoire scintille au milieu des ordures médiatiques et politiciennes. Elle n'a eu à dire que deux petits mots : « Et toc ! »









Et depuis l'abandon, la salle de l'assemblée est toujours aussi pleine, remplie de ces gens qui formeront le cœur non pas juridique, mais réel, de l'entité que nous appelons de nos vœux et qui lutteront pour que les façons de vivre que l'on a bâties ici perdurent et s'approfondissent. Ces dernières reposent sur un type de partage pour le moins inhabituel. S'il existe en effet un endroit où la possession de capital n'est pas source d'orgueil et de valorisation, c'est bien cette zone. Beaucoup de choses y sont d'ailleurs gratuites, on peut utiliser des tracteurs, des outils ou des livres sans jamais mettre la main à la poche. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas comme partout circulation de monnaie. C'est son usage qui diffère, et son symbolisme : nous voudrions que payer ne soit pas le remboursement facile d'une absence d'implication dans le commun, un dédouanement. S'il y a un peu d'argent, donc, il y a par contre une lutte acharnée et quotidienne contre la logique économique qui voudrait que chaque geste entre dans un calcul de valeur. Nous tentons au contraire de lui substituer nos liens, nos attachements, la confiance et un certain sens de l'engagement. La réciprocité scrupuleuse n'est pas exigée, car les échanges ne sont pas pensés à l'échelle individuelle, mais à celle du territoire. Si le boulanger donne un pain à une personne du zad social rap, il ne calcule pas à combien de couplets se chiffre sa farine. La première ligne de comptabilité des services rendus n'a pas encore été écrite. Évidemment, rien ne nous garantit que tous jouent le jeu ; c'est à la fois un pari et une question d'équilibre. Le soin apporté à la qualité des relations et des perspectives communes conjure bien mieux l'économie que le bannissement du moindre euro...

C'est ainsi que l'on conçoit la production, mais aussi l'espace : les prés, les forêts, les fours à pain, les ateliers... Comme des communs. Cela ne veut pas dire que tout est indifféremment à tous. Celles et ceux qui ont construit, qui entretiennent ou utilisent régulièrement des espaces, s'y projetant pour plusieurs années, n'ont évidemment pas le même poids quand il s'agit de décider ce qui y adviendra. L'usage vient empêcher que le chaos ne prenne la place de la propriété. Parallèlement, le mouvement déploie son inventivité afin que les besoins des nouveaux venus désirant s'impliquer soient satisfaits. La bataille qui s'ouvre aujourd'hui n'est donc pas uniquement un combat pour les terres, pour le foncier, mais surtout pour faire vivre cette manière de les partager, et redonner ainsi un tout autre sens à l'idée de travail ou d'activité. Et ce faisant elle dépasse de loin les seuls 1650 hectares de la zad.

## Demain, c'est pas loin

Il y a quelques mois, en passant le long du chemin de Suez, on pouvait entendre des chants résonner en Basque, en Breton, en Italien, en Occitan, en Polonais, et parfois même en Français. Ils émanaient du chantier de l'Ambazada, un double hangar destiné à

devenir l'ambassade des luttes et des peuples du monde entier à la zad. Cette idée a vu le jour au sein du comité de soutien basque, qui a organisé des « brigades » venues nombreuses participer à la construction de l'édifice avec des occupants. Des groupes pourront y passer quelques jours ou semaines, y parler de leurs combats, s'y organiser avec nous, tout en buvant un verre au bar. Nous pourrions y approfondir la coordination entre les luttes territoriales qui s'est formée l'an dernier, et ainsi être plus forts, nombreux et organisés partout où un projet menace une contrée.

Ces dernières semaines, nous entendons beaucoup parler d'une pacification de la zad, et de son avenir de « zone agricole alternative ». Il ne serait plus à l'ordre du jour de lutter ici puisqu'aéroport il n'y aura pas. D'autres disent que désormais, Notre-Dame-des-Landes pourrait devenir une base d'appui matérielle pour les autres luttes, puisque le front a disparu. Nous préférons quant à nous ne pas opposer front et base, car les deux

**Il n'existe nulle part ailleurs dans le pays un espace tel que celui de la zad, regroupant autant de capacités matérielles tournées vers la lutte.**

sont ici intimement liés.

C'est la conjugaison des traditions offensives des paysans locaux et de l'assise de la zad qui ont permis d'assurer une production conséquente et de l'emmenner sur les piquets de grève à Nantes. C'est encore cette hybridation qui portera son énergie jusqu'aux bois de Bure, au quartier libre des Lentillères, aux collines de Roybon ou sur le causse de Saint-Victor. De même, la force matérielle de la zad (menuiserie, meunerie, forge, conserverie, radio pirate, barnums, sonos, tractopelle et semences...) grossit et se constitue grâce à l'appui d'agriculteurs et salariés en lutte. C'est indémêlable, et c'est tant mieux. Car conserver et densifier ces liens-là nous met à l'abri d'un devenir agricole pacifié tout autant que d'une zone radicale à la marge. Ce sont bien encore et toujours la circulation et l'échange qui permettront à la zad de ne pas se refermer. Plus elle vit curieuse, accueillante et aventureuse, et plus son territoire réel s'étend bien au-delà de son périmètre.

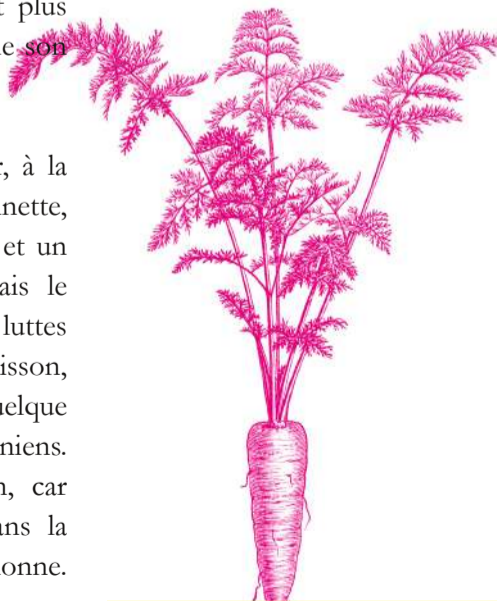
Sous les ardoises du hangar de l'avenir, à la nuit tombée, nous préparons la zbeulinette, une caravane dépliable contenant mille et un rangements en bois. Elle est désormais le véhicule de notre présence dans les luttes nantaises. Chargée de nourriture, de boisson, de musique et de livres, elle détone quelque peu au milieu des boulevards haussmanniens. Ce n'est pas une caravane de soutien, car nous sommes intrinsèquement pris dans la plupart des combats qu'elle approvisionne. Demain, c'est à l'université qu'elle ouvrira ses ailes. Sur le parking, dès l'aube, des groupes déplacent le matériel nécessaire à l'édification de barricades : un amphithéâtre de la faculté et le château du rectorat sont occupés par des

étudiants et des mineurs sans papiers.

Nous déployons notre attelage, ses tables et son système de son. Déjà, les dix billigs qu'elle cachait commencent à fumer dans l'air glacial. Les galettes de la zad ont une réputation qui date du mouvement contre la loi travail. Les jeunes s'approchent donc rapidement, en commentant le tour de main des crêpiers. Savent-ils ce qu'il a fallu de réparations de matériel agricole, de chantiers communs, de récoltes, de meuniers pour que cette farine se transforme en galettes ? Peu importe après tout, l'essentiel est que la faim s'apaise, que la chaleur pénètre les corps.

Il n'existe nulle part ailleurs dans le pays un espace tel que celui de la zad, regroupant autant de capacités matérielles tournées vers la lutte. Cœur d'une circulation réelle, il est aussi celui d'une circulation des idées et des imaginaires, des projections les plus folles. L'assise temporelle et matérielle qui manque tant à nos combats et que l'on pourrait enraciner ces prochains mois permettrait à la fois de donner une tout autre ampleur aux mille activités qui existent à la zad, et de concrétiser ces projections. Créer un hameau ouvrier avec nos camarades syndicalistes (respectant le style architectural de la zad !), rendre les habitats existants à la fois toujours plus commodes et plus loufoques, greffer des fruitiers dans toutes les haies du bocage, constituer un troupeau-école pour apprendre l'élevage, ouvrir un centre social, un centre de soin, une maison des anciens, agrandir la bibliothèque, construire un hammam, faire entrer des terres hors zad dans l'entité, rendre régional voire national le réseau de ravitaillement des luttes, se doter d'une imprimerie... La liste est longue de toutes les envies que nous inspirent ces quelques centaines d'hectares. Elle est ouverte également aux vôtres : les terres que nous allons occuper au printemps attendent des installations, qu'elles soient ou non agricoles.

Il nous est difficile de mesurer aujourd'hui tous les bouleversements que l'abandon va engendrer. Une saison vient de se finir sans que l'on ait encore basculé dans la suivante. Ce temps nouveau, nous devons l'arracher, le construire, l'inventer. Et c'est avec nos rêves qu'on façonnera ces métamorphoses.



Des habitant.e.s des lieux suivants : la Hulotte, le Moulin de Rohanne, la Rolandière, les 100 noms, Saint-jean du tertre cabane et ferme, les Fosses noires, la Baraka et Nantes réunis dans le CMDO (Conseil pour le Maintien des Occupations).

Rendez-vous le 31 mars en cas de menaces d'expulsion et au printemps pour se projeter sur de nouvelles terres.

contact:et-toc@riseup.net